Olivier Besancenot: «La révolution est d'une brûlante actualité»

Olivier Besancenot

Un des porte-paroles du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Que représente pour vous le mot révolution?

Une belle formule de Trotski, dans le premier tome de son ouvrage Histoire de la Révolution russe, résume bien à la fois ce qu'il s'est passé en octobre 1917 et, de façon plus générale, ce qu'est un processus révolutionnaire : « l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées »[1]. Cela correspond à ce que j'entends par l'idée de révolution, c'est-à-dire le changement radical qui transforme un ordre social, politique et économique établi pour chercher à en construire un autre, mais vu du bas. Un

processus qui vient du bas signifie que, tout à coup, il y a un jaillissement de millions de personnes, d'anonymes, d'exploités, d'opprimés qui décident de s'emparer des questions politiques et démocratiques, qui décident de décider par elles-mêmes, qui décident finalement d'abattre la cloison construite en conscience par la classe dominante, par tous ces canaux de domination, qu'ils soient politiques ou culturels, consistant à nous faire croire que nous sommes inaptes à réfléchir, à décider de ce qui nous concerne, à parler en notre propre nom. Cette cloison est particulièrement ancrée dans la situation politique actuelle, elle est l'une des caractéristiques de la crise politique présente.

La révolution c'est d'abord ce processus. Ce n'est pas qu'un grand soir, même s'il en faut un. Ce n'est pas un grand jour, pas une grande date, c'est un processus avec des hauts et des bas. C'était vrai en 1917, en 1936 ; c'était vrai pour la Commune de Paris ; c'était vrai dans les révolutions arabes dans un autre contexte, dans une autre période, avec toutes les limites du genre. Mais on voit bien que ce mouvement potentiellement majoritaire sur la scène politique est fait de complications, de batailles, de rapports de force, et surtout d'options possibles.

Il n'y a pas un schéma de révolution. Il vaut d'ailleurs mieux s'éloigner de ceux qui vous disent comment va se passer une révolution et à quoi elle va ressembler. C'est en effet à partir de là que commence l'arbitraire. De plus, cela ne correspond pas à la réalité, car par nature, une révolution est imprévisible puisqu'elle résulte d'une conjonction de beaucoup d'éléments allant du ras-le-bol généralisé pour ceux en bas de la société à l'incapacité de ceux qui sont en haut de continuer à diriger la société telle qu'elle était. À un moment, il y a un évènement, un détonateur, un déclic qui met le feu aux plaines. La convocation d'un banquet républicain qui concentre tous les mécontentements à la veille de la révolution de 1848 en est une illustration. Il en va de même de la tentative de reprise par les versaillais des canons à Paris au moment de la Commune ; ou encore de l'évacuation de la Sorbonne en 1968, même s'il ne s'agit pas d'une révolution, mais d'une crise politique majeure. Ces évènements, par nature, ne peuvent être pronostiqués.

Quelle(s) expérience(s) révolutionnaire(s) vous paraît (paraissent) particulièrement riche(s) d'enseignements?

Je suis dans une culture militante qui me pousse à croire qu'il n'y en a pas une seule. Il n'y a pas de modèle de société préétabli, il n'y a pas de modèle historique tout fait. Je pense qu'il faut prendre dans toutes les expériences révolutionnaires, quelles qu'elles soient ce qu'il y a de meilleur tout en réfléchissant sur les angles morts. Il ne s'agit pas de donner des leçons, mais de conjuguer ces expériences au présent, d'envisager l'avenir et d'essayer de sublimer les questions stratégiques qu'elles posent.

En effet, aucun courant politique n'a, à lui seul, fait la synthèse de toutes les expériences révolutionnaires du passé. En tant que militant marxiste et révolutionnaire, j'ai une culture militante, mais je pense qu'il faut aller piocher au-delà. Je prends volontiers des différentes expériences révolutionnaires, d'autant plus que je suis dans l'idée que l'on continue à apprendre énormément. Certes, mon affinité militante préférentielle intime a toujours été davantage Che Guevara et la Commune. En même temps, j'ai été biberonné de formation à la révolution russe puisque je suis entré à la Ligue révolutionnaire à 14 ou 15 ans. Mais ce n'était pas ma référence fondatrice. Peut-être parce que je ne fais pas partie des dernières générations d'octobre, c'est-à-dire de celles et ceux qui ont évolué dans le siècle politique ouvert par la force propulsive de la révolution de 1917 et qui s'est refermé définitivement en 1989. Par exemple, je n'ai pas évolué dans la conflictualité des trotskistes et des staliniens. Le centenaire de cette révolution est l'occasion de se repencher sur cette histoire et de se souvenir qu'il s'agit d'une expérience extraordinaire d'autogestion, inégalée dans le temps et dans l'espace. Comme quoi, on apprend toujours de ces expériences. Il s'agit de puits sans fond.

Il y a la nécessité de puiser dans ces expériences du passé, non pour sortir des cadavres du placard, mais

d'abord parce que, même dans le passé, il reste des questions stratégiques à jamais ouvertes. Comme l'explique le philosophe Ernst Bloch, le passé n'est pas un chapitre historique définitivement clos. Même dans le passé, il y a ces bifurcations possibles qui sont à jamais ouvertes et discutables. En prenant le passé comme un « avenir non devenu »[2], on peut conjuguer le combat de ceux qui nous ont précédés au présent comme un combat continu à partir de la mémoire .On ne peut pas faire la révolution aujourd'hui sans reprendre le fil, même invisible, de ce qui nous relie aux combats du passé, ne serait-ce que pour tirer les expériences de ce qui a marché ou non. Par exemple – c'est un peu ma hantise –, il y a dans les processus d'émancipation un corps bureaucratique et militaire qui en vient très rapidement à se séparer du restant de la révolution et qui arrive à l'étouffer. Ces questions, qui nous sont posées, sont d'une brulante actualité. De la même manière que la révolution est d'une brulante actualité.

Le concept de révolution est donc toujours actuel selon vous?

Plus que jamais, je pense qu'il faut une révolution. C'est ce qui m'anime comme un moyen, non comme une fin. Plus que jamais, je suis convaincu de la nécessité d'en arriver à une rupture radicale avec toutes les règles du jeu, et pas simplement avec les pions du jeu. Je ne crois donc pas à toutes les solutions politiques qui consistent à dire que l'on a eu de mauvais dirigeants et qu'il faut en mettre des nouveaux. Je ne crois pas non plus que de nouvelles solutions institutionnelles venant du haut nous permettront de changer les choses. Je crois que ça ne correspond même pas à l'évolution du système capitaliste, si tant est que cette analyse ait eu un sens dans l'histoire. Les solutions réformistes sont encore moins pertinentes que par le passé. Le système capitaliste, en se mondialisant, renvoie à des contradictions encore plus fortes qu'il y a une trentaine d'années. Durant les trente glorieuses, le développement économique permettait bon an mal an à ce système de concéder – sous les coups de boutoir de la lutte des classes, des grèves, de grands conflits, ce n'est jamais de bonne grâce –des espaces de compromis sociaux pour s'acheter aussi la paix sociale. Travaillé par sa crise de surproduction et de suraccumulation, le système capitaliste est plus que jamais pris dans l'urgence de ses propres limites et de ses propres contradictions. Aujourd'hui, il ne peut plus céder de bonne grâce ces espaces caoutchouc, ces espaces de compromis. C'est ce qui explique l'expérience des gouvernements réformistes qui ont la grande caractéristique d'être des gouvernements réformistes sans réforme, c'est-à-dire inaptes à produire des réformes, si ce n'est des contreréformes libérales. La moindre mesure, même pas radicale, mais juste un tant soit peu favorable à la majorité de la population, rencontre, tout de suite, les foudres de l'oligarchie économique. Il suffit de regarder ce qu'il s'est passé en Grèce récemment. Le programme sur lequel a été élu Syriza devait juste permettre à des personnes de sortir de l'austérité, et tout de suite, ça a été le grand rapport de force, le grand bras de fer. On voit bien à quoi l'on va être confronté.

Quelle que soit l'option qui amène à un processus de transformation sociale (processus électoral, processus de grandes mobilisations, de grèves, etc.), on aura, de toutes les façons, une minorité sociale formée et organisée face à nous qui ne se laissera pas faire et qui mènera le combat pour qu'un quelconque programme de transformation sociale ne puisse même pas être appliqué. Il faut donc se préparer à cela. Et sans projet révolutionnaire, je ne vois pas comment on peut s'y préparer, si ce n'est vendre de grandes promesses, de grandes illusions et au final du vent.

Comment pourrait-on révolutionner la société aujourd'hui?

Je n'ai pas de schéma clé en main. Une fois de plus, on ne peut pas prévoir le déclencheur, le détonateur, si cela viendra d'une crise sociale, d'une crise économique, d'une crise politique. Il y a plein d'éléments qui peuvent

nous surprendre. Le problème c'est de le préparer, c'est-à-dire de fédérer toutes les forces qui sont prêtes à se dire qu'il faudra non pas rentrer dans l'appareil d'État pour prendre les clés de la maison et mettre de « bons » dirigeants à la place, mais éteindre l'appareil d'État tel qu'il est. Selon la formule de Marx à propos de la Commune de Paris, « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte »[3]. Comme la Commune de Paris chercha à la concrétiser, « une forme de démocratie enfin trouvée » passe par l'extinction concrète de l'appareil d'État tel qu'il, de ce « *boa constrictor* » dont Marx parle, c'est-à-dire de cet appareil bureaucratique et militaire[4]. Pour cela, il faut trouver des solutions politiques et démocratiques nouvelles et s'attaquer aux racines dans lesquelles naît la bureaucratie. Cela ne peut se régler uniquement par l'énumération de droits politiques et démocratiques aussi élémentaires et nécessaires soient-ils. La bureaucratie nait de causes profondes : la division du travail, la séparation des tâches manuelles et intellectuelles, la professionnalisation du pouvoir, le rapport au travail, l'aliénation marchande, économique, culturelle. Ce sont tous ces rapports à la démocratie, au travail, à la société qu'il faut changer.

Il faut donc discuter de questions stratégiques. Comment parvenir à la non-professionnalisation du pouvoir ? Comment contrôler les mandataires ? Comment permettre que les décisions soient, autant que possible, adoptées là où l'on habite et là où l'on travaille, car la démocratie doit aussi aller dans le domaine économique ? Comment concrétiser la formule de Rancière selon laquelle la démocratie, c'est le pouvoir de « n'importe qui avec n'importe qui »[5] ? L'interdiction du cumul des mandats, l'instauration de la révocation des élus pas seulement à mi-mandat, le plafonnement de leur rémunération, la limitation à deux mandats dans une vie, la possibilité de tourner sur des tâches politiques, administratives, judiciaires, la mise en place d'un système de formation pour permettre à tout un chacun de pouvoir avoir accès à ce type de tâches de mandatés, les pistes de discussion sont nombreuses. Mais il faut au moins ouvrir ce chantier de discussion.

Pour révolutionner la société, il faut aussi prendre le pouvoir dans l'entreprise. Que l'on soit dans le public ou le privé, dans la fabrication de biens, de richesses ou de services, nous sommes les mieux placés pour savoir comment il faut fabriquer, pourquoi il faut fabriquer, avec qui il faut fabriquer. Simplement, on ne fabrique pas pour fabriquer comme c'est le cas avec le logiciel de l'économie de marché. En cherchant à fabriquer pour répondre au seul critère de la loi marchande, on crée le gaspillage, le réchauffement climatique, les inégalités sociales puisque l'on pose seulement après coup le problème de l'attribution des ressources. Changer de logiciel implique donc de fonctionner à l'exact opposé. Il faut partir de l'estimation des besoins réels de la population en termes de biens, de richesses et de services, pour établir après coup, et seulement après coup, la fabrication et la réalisation de ces biens, richesses et services à la hauteur de ce qui est réellement nécessaire. Ainsi, il est possible d'éviter le gaspillage et surtout de pouvoir rétribuer la richesse qui est produite, la valeur ajoutée qui en est extraite et faire en sorte qu'elle ne soit plus accaparée par une minorité d'individus. Il faut donc trouver une combinaison entre la démocratie dans les entreprises et la démocratie territoriale. Il faut aussi en finir avec la schizophrénie individuelle que nous impose le système capitaliste et cette dualité permanente entre consommateur et producteur, enfin tout ce que Marx a déjà expliqué et qui reste d'actualité.

Quelle est la question non posée à laquelle vous auriez aimé répondre?

Ce serait la question de savoir comme l'on peut créer un espace pour discuter de ces questions stratégiques. Mais c'est une question à laquelle, pour le moment, je n'ai pas de réponse. Comment en dehors des enjeux politiques immédiats et des calculs électoraux des uns et des autres, on arrive à créer ces espaces permettant à tous ceux qui le souhaitent – et je pense qu'ils sont nombreux – qu'ils soient syndicalistes, militants associatifs ou d'une organisation politique de débattre et de tirer le bilan des expériences des uns et des autres.

Notes de bas de page :

[1] Léon Trotski, *Histoire de la Révolution russe* (traduction de Maurice Parijanine, revue et approuvée par l'auteur), Paris, Rieder, t. 1, 1933, p. 8.

[2] Ernst Bloch, *Le Principe Espérance*, Paris, Gallimard, 1976, t. 1, p. 16.

[3] Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)*, Paris, Les éditions sociales, 1953.

[4] Dans une lettre à Kugelmann, du 12 avril 1871, Karl Marx rappelle que dans son dernier chapitre du *18 brumaire*, il remarque que « la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! » (Karl Marx, *La Guerre civile en France*, *op. cit.*).

[5] Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 2004, p. 113. Voir aussi *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

Pour citer cet article :

« La révolution est d'une brulante actualité », Entretien avec Olivier Besancenot, *Silomag*, n° 5, nov. 2017. URL : https://silogora.org/olivier-besancenot-la-revolution-est-d-une-brulante-actualite/